



Tous droits réservés

## DROIT CONSTITUTIONNEL (1)

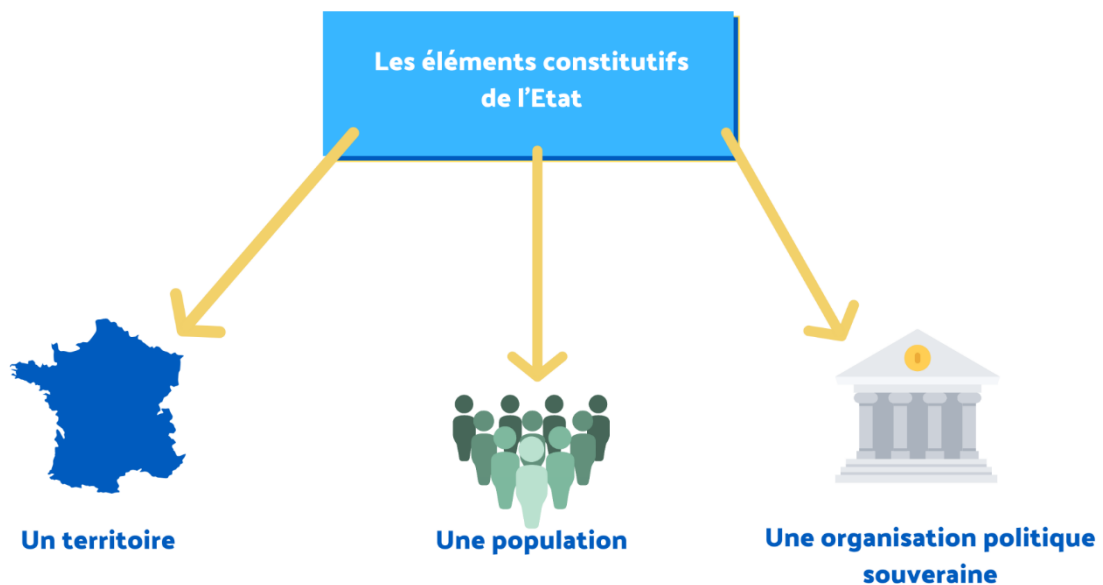
### Séance 4 - l'État

I. Les éléments constitutifs de l'État .....	2
A) Un territoire .....	2
.....	3
B) Une population .....	5
C) Un pouvoir politique organisé.....	7
II. Les attributs de l'État.....	8
A) Sur la population de son territoire, l'État exerce une autorité politique exclusive que l'on nomme souveraineté .....	8
B) L'État dispose de la personnalité morale. Il est une entité abstraite, distincte de la personne physique des gouvernants.....	9
IV. Les différentes formes d'État.....	10
A) L'État unitaire.....	10
B) État composé.....	13
1) La confédération .....	13
2) L'État fédéral ou fédération .....	14
a) Le principe d'autonomie.....	15
b) L'association à l'organisation de l'États fédéral des États fédérés (I) et à la révision de la Constitution fédérale (II).....	16
(i) Les États fédérés participent à la gestion de l'État fédéral par l'intermédiaire d'organes fédéraux.....	16
(ii) La modification de la Constitution : .....	17
3) Le principe de subsidiarité.....	17
C) Les situations intermédiaires entre l'État unitaire et l'État fédéral.....	18

**L'État est une forme historique et contingente.** Si on trouve des formes para-étatiques dès l'antiquité gréco-romaine, l'État moderne n'est apparu que vers le XVIIIème siècle.

**L'État moderne se définit par ses éléments constitutifs (I) et ses attributs (II). Il peut revêtir principalement deux formes : unitaire ou composé (III).**

## I. Les éléments constitutifs de l'État



**Définition :** Selon le droit international et le droit constitutionnel, l'État se caractérise par trois éléments constitutifs :

- Un territoire (A) ;
- Une population (B) ;
- Un pouvoir politique organisé (C).

### A) Un territoire



**À retenir :** Il ne peut y avoir d'État sans territoire, aussi petit soit-il<sup>1</sup>. En effet, sans territoire, le pouvoir de l'État ne peut s'exercer. C'est la raison pour laquelle l'objectif premier des gouvernements en exil est de conquérir le territoire national.



**Définition :** Le territoire est le territoire géographique à l'intérieur le quel l'autorité politique va déployer son pouvoir. Cet espace est borné par des frontières.

Le territoire comprend :

1) L'espace terrestre ;

À cet égard, le territoire ne comprend pas seulement la surface, mais aussi le sol et le sous-sol.

2) L'espace maritime ;

La souveraineté de l'État s'étend, au-delà de son territoire terrestre, à une zone de mer adjacente désignée sous le nom de mer territoriale.



**Définition :** Dans la mer territoriale, dont la largeur est fixée par chaque État sans excéder 12 milles marins mesurés à partir de la ligne de base, la souveraineté de l'État y est totale.

Au-delà de la mer territoriale, l'État dispose de droits souverains et d'une juridiction dans la zone économique exclusive (ZEE).



**Définition :** La zone économique exclusive est une zone soumise à un régime juridique particulier et ne s'étend pas au-delà de 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale.

---

<sup>1</sup> Il existe des micro-Etats comme Monaco, Saint Marin, ou le Lichtenstein ou des Etats dont le territoire est immense comme la Russie, le Canada ou la Chine.

Au sein de cette zone, l'État détient :

- Des droits souverains aux fins d'exploration et d'exploitation, de conservation et de gestion des ressources naturelles, biologiques ou non biologiques, des eaux surjacentes aux fonds marins, des fonds marins et de leur sous-sol, ainsi qu'en ce qui concerne d'autres activités tendant à l'exploration et à l'exploitation de la zone à des fins économiques, telles que la production d'énergie à partir de l'eau, des courants et des vents ;
- Une juridiction en ce qui concerne la mise en place et l'utilisation d'îles artificielles, d'installations et d'ouvrages, la recherche scientifique marine, ainsi que la protection et la préservation du milieu marin.

### 3) L'espace aérien ;

Il s'agit de l'espace qui surplombe l'espace terrestre et l'espace maritime. En est exclu l'espace extra-atmosphérique qui reste libre.

### Il existe une grande diversité de territoires étatiques.

Certains territoires étatiques peuvent être constitués de plusieurs espaces sans continuité géographique.



**Exemple :** Il en va ainsi de la France avec les départements et les collectivités d'outre-mer et des États-Unis avec l'Alaska et les îles Hawaï.

D'autres territoires étatiques sont enfermés en intégralité ou en partie dans un État étranger.



**Exemple :** C'est le cas de Saint-Marin, du Vatican et du Haut-Karabagh, une région de Transcaucasie enclavée en Azerbaïdjan laquelle a affirmé son indépendance et exige sa réunification à l'Arménie.

## B) Une population



**À retenir :** Il ne peut y avoir d'État sans population, aussi peu nombreuse soit-elle. À cet égard, la Chine dépasse 1 milliard d'habitants tandis que le Vatican en comprend 1 000.



**Attention :** La population ne doit pas être confondue avec la Nation.



### Définition :

**La population :** regroupe l'ensemble des personnes présentes sur le territoire étatique (nationaux et étrangers)

**La nation :** pour Michel Verpeaux, elle se définit comme un groupement humain à l'intérieur duquel les personnes vont percevoir un sentiment d'union les uns envers les autres à travers des liens : matériel et spirituels, et qui considère comme distincts des individus qui appartiennent à un autre État.

Il existe deux conceptions de la Nation, l'une d'inspiration allemande et l'autre d'inspiration française :

- **La conception allemande est objective :** selon laquelle la Nation est la somme d'éléments objectifs, tels que la géographie, d'où l'idée de frontières naturelles, la langue, la religion, l'idéologie et même la race.  
C'est sous le III<sup>ème</sup> Reich, à partir de **1933**, que cette conception a connu son apogée, la nation va s'identifier alors à la race et conduit ainsi à l'élimination de tous les non-nationaux, soit de ceux qui n'appartiennent pas à la même race. Les génocides se fondent sur la même logique.
- **La conception française, issue des travaux d'Ernest Renan, est volontariste :** ce qui fait la Nation c'est la possession en commun d'un riche legs de mémoires et la volonté de vivre ensemble et de continuer à faire valoir l'héritage que l'on a reçu.



**Pour aller plus loin :** « La nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constitue cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. [...] Une nation est donc une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. [...] Je me résume, Messieurs. L'homme n'est esclave ni de sa race ni de sa langue, ni de sa religion, ni du cours des fleuves, ni de la direction des chaînes de montagne. Une grande agrégation d'hommes, saine d'esprit et chaude de cœur, crée une conscience morale qui s'appelle une nation. » (Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une Nation*, Conférence en Sorbonne, le 11 mars 1882).



**Attention :** Il n'y a pas toujours d'identité entre la Nation et l'État.

**D'une part, une Nation peut être éclatée entre plusieurs États.**



**Exemple :** Comme en l'Allemagne écartelée de **1945** à **1990** entre deux États, la RFA et la RDA. Mais aussi la Corée ou encore de la nation Kurde.

**D'autre part, des États peuvent regrouper plusieurs nations et sont alors dénommés « États multinationaux ».**



**Exemple :** Comme l'Empire austro-hongrois jusqu'en **1918** et de l'URSS jusqu'en **1991**.

**Même lorsqu'il y a identité entre la Nation et l'État, l'identité n'est pas totale.** En effet, l'État ne se confond pas en intégralité avec la Nation ni avec ses nationaux puisque sa population comprend des ressortissants étrangers.

## C) Un pouvoir politique organisé



**À retenir :** Il ne peut y avoir d'État sans pouvoir politique organisé.

À cet égard, on distingue les sociétés étatiques des sociétés non étatiques :

- Les sociétés non étatiques obéissent à un chef et suivent l'évolution de celui-ci ;
- Les sociétés étatiques se caractérisent par le caractère impersonnel du pouvoir.



**À retenir :** L'État est un pouvoir politique organisé qui exerce son autorité sur une population vivant sur un territoire donné.



**Attention :** Ces trois éléments sont fragilisés aujourd'hui à tel point que certains parlent d'un déclin de l'État.

En effet :

- Le territoire est fragilisé par l'effacement progressif des frontières. On parle désormais plus d'espace que de territoire (cf. espace Schengen).
- Le peuple est fragilisé par l'ouverture des frontières qui permet la libre circulation des personnes. En ce sens : plus de la moitié des habitants de la Catalogne, soit plus de 3 millions de personnes ne sont pas d'origine catalane.
- Les institutions de l'État sont fragilisées aujourd'hui
  - o Soit par des institutions supra-étatiques (Exemple : l'Union européenne)
  - o Soit par des institutions infra-étatiques (Exemple : la région de Catalogne qui réclame son indépendance).

Cette fragilisation de l'État s'inscrit dans une longue histoire et signifie une chose : l'État n'est pas la structure historique, universelle et naturelle des sociétés.

## II. Les attributs de l'État



**À retenir :** Les attributs de l'État sont au nombre de deux : la souveraineté et la personnalité morale.

**A) Sur la population de son territoire, l'État exerce une autorité politique exclusive que l'on nomme souveraineté**

**Question :** Qui a inventé le concept de souveraineté ?

La souveraineté de l'État est un concept dégagé, **en 1576**, par Jean Bodin dans *de la République*. Le but de la création de ce concept était de sauvegarder l'indépendance de la Couronne française vis-à-vis du Vatican et de Saint Empire Germanique.

Aujourd'hui, la souveraineté de l'État implique deux choses :

- **L'État souverain est affranchi de tout autre pouvoir et détient la compétence de sa compétence ;**  
De fait, d'une part, il est seul capable de déterminer les limites et les modalités de ses compétences.  
D'autre part, il n'est assujéti à aucune obligation vis-à-vis des autres États, sauf bien sûr celles librement consenties résultant d'engagements internationaux.
- **L'État est le seul à détenir certaines prérogatives : faire la loi, battre la monnaie, rendre la justice, gracier un individu, lever une armée.**



## B) L'État dispose de la personnalité morale. Il est une entité abstraite, distincte de la personne physique des gouvernants.

Cela implique trois choses :

- **D'une part, la formule « l'État c'est moi<sup>2</sup> » n'est plus de mise.**  
Aujourd'hui, les gouvernants ne sont pas titulaires ou investis de leurs fonctions, mais non propriétaires.
- **D'autre part, le patrimoine des gouvernants demeure distinct du patrimoine de l'État.**  
**Les gouvernants ne peuvent utiliser le patrimoine de l'État de façon arbitraire et personnelle**, à des fins privées. Ils doivent l'utiliser à des fins d'intérêt général.  
Sous l'ancien régime, les biens du roi se confondaient avec les biens du royaume. Pour se protéger contre cette confusion et pour préserver les biens du royaume utiles à la collectivité, c'est par l'édit de Moulins, en 1566, qu'a été posée la règle de l'inaliénabilité du domaine du royaume.
- **Enfin, la personnalité morale implique la continuité de l'État par-delà les individus qui gouvernent et les élections.**  
Comme le montre l'adage de l'Ancien Régime « Le roi est mort, vive le Roi ». Ainsi, si un gouvernant meurt ou démissionne, l'État ne s'arrête pas de fonctionner : l'intérim est assuré par une autorité politique jusqu'à l'organisation de nouvelles élections.



**Exemple :** La **Constitution de la Vème République** prévoit qu'en cas de vacance de la Présidence de la République ou d'empêchement constaté par le Conseil constitutionnel, l'intérim est assuré par le président du Sénat et, si celui-ci est à son tour contraint d'exercer ces fonctions, par le gouvernement.

---

<sup>2</sup> phrase qui aurait été prononcée par Louis XIV le 13 avril 1665 devant le Parlement de Paris

## IV. Les différentes formes d'État



**À retenir :** Sur le plan juridique, il existe principalement deux formes d'États : les États unitaires et les États composés, qui supposent une union ou un groupement d'États.



**Attention :** Toutefois, certains États ne sont ni unitaires ni composés.



**Exemple :** L'Italie ou l'Espagne.

### A) L'État unitaire

**Question :** Qu'est-ce que l'État unitaire ?



**Définition :** Sur le plan politique, l'État unitaire se définit par l'unité d'un seul pouvoir politique. Le pouvoir politique est un. Autrement dit, il y a seulement un centre de décisions politiques.

Sur le plan juridique, il n'existe que des lois nationales, issues de l'État, et qui concernent l'ensemble du territoire.

**En somme,** il y a : une unité de constitution, une unité de législation, une unité de gouvernement ; c'est-à-dire que tous les citoyens sont dépendant du même pouvoir, des mêmes lois, et des mêmes tribunaux.

**Tous les citoyens sont assujettis au même pouvoir, pareilles lois, même gouvernement,** et des tribunaux identiques.

L'État unitaire est une forme répandue d'État.



**Exemple :** En France, en Chine, au Portugal, en Algérie et au Royaume-Uni.

L'État unitaire est naturellement centralisé. Toutefois, la centralisation dans sa forme la plus poussée n'est guère exécutable en dehors des micro-États qui ne connaissent aucune circonscription territoriale plus petite.

Ainsi, la centralisation n'est jamais totale dans les États unitaires et notamment en France.

La centralisation s'accompagne généralement de ce que l'on nomme la déconcentration.

**Question :** Qu'est-ce que la déconcentration ?



**Définition :** La déconcentration consiste en un transfert de pouvoir au sein de l'État, à un niveau territorialement inférieur. Elle est un déplacement du pouvoir de décision à un niveau territorialement inférieur. Ainsi, les services déconcentrés de l'État n'ont pas la personnalité morale et agissent toujours au nom de l'État.

En matière de déconcentration, Odilon Barrot, homme politique du XIX<sup>ème</sup> siècle, affirmait « *c'est toujours le même marteau qui frappe ; seulement on a raccourci le manche* ».



**Exemple :** Le préfet est une autorité déconcentrée.

Ainsi, l'État unitaire est généralement déconcentré, mais il peut également être décentralisé.

## Question : Qu'est-ce que la décentralisation ?



**Définition :** La décentralisation implique que l'État transfère certaines compétences à des collectivités, dotées de la personnalité morale et autonome financièrement et juridiquement.

Les compétences des collectivités territoriales françaises sont diversifiées.



**Exemple :** Les communes interviennent :

- Dans le domaine sanitaire et social : la mise en œuvre de l'action sociale facultative à travers les centres communaux d'action sociale (gestion des crèches, des foyers de personnes âgées)
- Dans le domaine de l'enseignement puisqu'elles ont la charge des écoles préélémentaires et élémentaires (création, implantation, gestion et financement, à l'exception de la rémunération des enseignants)
- Dans le domaine des sports et des loisirs via la création et la gestion des équipements sportifs comme des piscines, des stades ou des patinoires.

Les départements ont à leurs charges :

- Les collèges
- L'enfance (protection maternelle et infantile, adoption, protection de l'enfance, soutien aux familles en difficulté),
- Le handicap (hébergement, insertion sociale et aides financières aux personnes handicapées),
- Les personnes âgées et de la dépendance (création et gestion des maisons de retraite, aides),
- Les prestations d'aides sociales : la gestion des allocations individuelles de solidarité (revenu de solidarité active, allocation personnalisée d'autonomie, prestation de compensation du handicap), de l'insertion et de l'emploi.

Toutefois, les collectivités territoriales françaises ne sont pas aptes à s'attribuer elles-mêmes leur domaine de compétence ou d'action. En ce sens, l'**article 72 alinéa 3** de la Constitution indique que les collectivités territoriales s'administrent librement « *dans les conditions prévues par la loi* ».

Mais elles possèdent une autonomie puisque leurs actes font l'objet d'un contrôle a posteriori et de légalité de par des préfets.

## B) État composé



**À retenir :** La confédération d'États et la fédération sont deux formes d'État composé.

### 1) La confédération



**Définition :** La confédération d'États repose sur un traité, c'est une association d'États, disposant de leur souveraineté. Les États partis au traité sont membres de la Confédération et peuvent, en principe, se retirer. À la différence de l'État fédéral, dans lequel cette possibilité n'est pas possible.

L'association de ses États ne donne pas lieu à un nouvel État, mais par le biais de ce traité, certaines compétences des États sont déléguées à un organe central.

Cet organe présente les caractéristiques suivantes :

- Il est généralement composé de délégués des États désignés par leurs États respectifs.
- Ses décisions sont prises par les représentants, en général à l'unanimité pour respecter l'autonomie de chacun des États et parfois à la majorité
- ses décisions nécessitent l'utilisation du procédé et de la ratification pour devenir applicable dans l'ordre interne des États.

Les États coopèrent dans les compétences diplomatiques ou militaires, mais conservent, leur souveraineté, à titre principal et leur existence internationale.



**Exemple :** Il y a plusieurs exemples de confédération :

- La Confédération des États-Unis en **1777** est devenue **1787** un État fédéral
- La Confédération helvétique a donné lieu à un État fédéral en **1848**, mais qui a gardé cette dénomination laquelle désormais ne répond plus à cette réalité juridique.
- La Confédération germanique de **1815** à **1866**, qui comprend l'Autriche, puis celle de l'Allemagne du Nord jusqu'en **1871**, avant la naissance de l'État fédéral.
- Le Commonwealth qui tisse les liens historiques entre le Royaume-Uni et ses anciennes possessions, lesquels se trouvent très étirés.
- La C.E.I. ou Confédération des États indépendants rassemble dans une confédération les ex-républiques soviétiques, sauf les États baltes, depuis **1991**.

Ainsi, l'histoire démontre inlassablement que la Confédération se trouve être une étape pour conduire vers une intégration plus poussée : le fédéralisme. Les confédérations ne doivent pas demeurer dans le temps, c'est pour cette raison que l'on affirme parfois que la fédération est une confédération qui a réussi.

## 2) L'État fédéral ou fédération

**Question :** Qu'est-ce qu'une fédération ?



**Définition :** La fédération est une union d'États. Au sens du droit constitutionnel, seul l'État fédéral existe. Les États fédérés dépendent de lui c'est-à-dire que l'État fédéral se superpose à eux.

La fédération trouve son essence par une Constitution, a contrario de la Confédération qui s'amorce lors d'un Traité.

**C'est une construction à deux degrés :**

- Au premier degré on trouve les États membres ou États fédérés

**Ceux-ci portent des noms différents selon leur territoire :** provinces au Canada, cantons en Suisse, Länder en Allemagne et en Autriche, régions en Belgique, États en Australie, Inde, ou aux États-Unis. Les États fédérés disposent d'une large autonomie, en ce sens, du point de vue des compétences : ils n'ont pas seulement des attributions administratives, mais aussi constituantes, législatives et juridictionnelles, c'est-à-dire que chacun possède ses propres lois, mais aussi tribunaux. Du point de vue des organes, ils ont chacun un Parlement, un gouvernement et un système juridictionnel, c'est-à-dire ils sont des États indépendants.

- **Au second degré : le nouvel État, ou État fédéral ou Fédération, lequel englobe le premier degré.**

**Cet État fédéral est le seul qui peut agir international. Il n'exerce pas de contrôle sur les autres États.**

**Question :** Quels sont les principes organisateurs du fédéralisme ?

**Le fédéralisme repose sur trois principes : le principe d'autonomie (a), le principe de participation (b) et le principe de subsidiarité (c).**

a) Le principe d'autonomie

**Lequel signifie que les éléments constitutifs de l'État** (le territoire, la population, et le pouvoir politique) **doivent se retrouver aussi bien au niveau fédéré qu'au niveau fédéral.**

**Il existe ainsi deux territoires :** les territoires des États fédérés + le territoire de l'État fédéral qui est la somme des territoires fédérés.

**Donc, l'État fédéral comprend deux populations, tout citoyen fédéral est aussi citoyen fédéré.**

Il existe deux pouvoirs politiques organisés par deux Constitutions, de sorte qu'il est nécessaire d'organiser un partage des compétences.

S'agissant de la répartition des compétences, les États fédérés détiennent généralement la compétence générale ou de droit commun tandis que l'État fédéral possède la compétence d'exception ou d'attribution.

Autrement dit, le niveau fédéré est compétent pour toutes les affaires ou matières qui sont réservées au niveau fédéral.



**Exemple :** Les États-Unis et de la Suisse. À la différence du Canada, les provinces possèdent des compétences résiduelles tandis que l'État fédéral détient la compétence de droit commun.

S'agissant du contenu des compétences, celles externes sont généralement réservées à l'État fédéral tandis que les internes sont attribuées aux États fédérés.

Pour toutes les matières exclusivement confiées aux États fédérés, les législations peuvent être différentes d'un État à un autre. À titre d'exemple, la peine de mort est abolie dans certains États et appliquée dans d'autres.

Les États fédérés se distinguent à cet égard nettement des collectivités territoriales décentralisées qui ne bénéficient que d'une autonomie administrative. Les actes de ces collectivités ne peuvent être édictés que si la loi l'autorise et doivent être conformes à celle-ci et aux autres normes supérieures (traités et Constitution).

b) L'association à l'organisation de l'État fédéral des États fédérés (I) et à la révision de la Constitution fédérale (II).

(i) *Les États fédérés participent à la gestion de l'État fédéral par l'intermédiaire d'organes fédéraux.*

Dans tout État fédéral, on constate toujours deux chambres : dans la première, ce sont les représentants des membres qui siègent et dans la seconde, ils représentent l'ensemble de la population.





**Exemple :** Aux États-Unis, le Congrès est un parlement bicaméral composé du Sénat et de la Chambre des Représentants. Le Sénat compte 100 membres qui représentent les États fédérés (2 sénateurs par État) et sont élus au scrutin majoritaire direct à un tour pour une durée de six ans. Le Sénat est renouvelable par tiers tous les deux ans. La Chambre des Représentants compte 435 membres qui représentent le peuple (1 parlementaire représente environ 400 000 citoyens) et sont élus au scrutin majoritaire direct à un tour.

En Allemagne, le Parlement comprend deux chambres : la chambre représentant les Länders (Bundesrat) et la chambre représentant le peuple (Bundestag).

#### *(ii) La modification de la Constitution :*

**Cette dernière ne peut être modifiée en l'absence d'accord de l'ensemble ou d'une majorité qualifiée des deux tiers ou des trois quarts des États fédérés.**



**Exemple :** Un amendement à la Constitution américaine ne peut être adopté que s'il est adopté à la majorité des deux tiers des chambres du Congrès, où siègent des représentants des États, et s'il est ratifié par au moins les trois quarts des « législatures » ou Congrès fédérés (c'est-à-dire 38).

### *3) Le principe de subsidiarité*

Le principe de subsidiarité consiste à réserver uniquement à un niveau de décision plus élevé ce que l'échelon inférieur ne pourrait effectuer que de manière moins efficace.

## C) Les situations intermédiaires entre l'État unitaire et l'État fédéral

Il existe des situations intermédiaires : l'État dit régional



**Définition :** Un État dit régional se situe entre la situation d'un État unitaire et d'un État fédéral. Le cadre constitutionnel est celui d'un État unitaire, c'est-à-dire une seule constitution. Pour autant, les régions possèdent une véritable autonomie.



**Exemple :** C'est le cas notamment de que l'on trouve en Italie et en Espagne.

On constate cependant l'obligation d'avoir un partage des compétences entre l'État et les collectivités décentralisées, celui-ci trouve sa légitimité dans la Constitution, laquelle autorise les collectivités à s'organiser partiellement et définir leur mode de fonctionnement.